



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2019- 24 - Séance du 03/06/2019

ACTES

1. Commande publique

1.1 Marchés publics

1.1.1 Délib, décisions et arrêtés relatifs aux MP, aux AC et à leurs avenants

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	08	08

Vote	
Pour	8
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 03 Juin à 14h00, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Alain SOULIER, Vice-Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 29/05/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 29/05/2019.

Présents :

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Hubert FABRITIUS, Christiane GAUBERT, Marie- France TEXIER, Michel BAUDOUR.

Absents excusés:

Jean-Luc MEISSONNIER, Bertrand LEENHARDT, Jean-Marie COURTES.

Absents :

Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2019 - 24 - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE : ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDE POUR L'ACQUISITION ET LA LIVRAISON DE FOURNITURES D'ENVIRONNEMENT DE BUREAU

Dans le cadre de la coopération intercommunale, la Ville, la Métropole et les autres collectivités territoriales, échangent régulièrement sur les opportunités de répondre de manière groupée à leurs besoins communs.

Le besoin exprimé aujourd'hui est l'acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau. En vue de réaliser des économies d'échelle sur ces achats, il est apparu pertinent d'envisager de conclure un groupement de commandes entre le CCAS de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Dans le cadre de ce groupement, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris pour la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

Concernant le CCAS de Baillargues, l'estimation du besoin s'élève à 6 500 € HT maximum par an.

En conséquence, il est proposé au conseil d'administration :

- d'autoriser le principe de conclusion de la convention de groupement de commandes, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature du marché à intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- d'autoriser Monsieur le Président du CCAS ou son représentant à signer cette convention ;

- d'autoriser Monsieur le Président du CCAS, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le conseil d'administration est appelé à en délibérer.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré à l'unanimité

- **AUTORISE** le principe de conclusion de la convention de groupement de commandes, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature du marché à intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président du CCAS ou son représentant à signer cette convention ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président du CCAS, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,
Le 05/06/2019,
Le Vice-Président du C.C.A.S,
Alain SOULIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le []
- de sa publication le []

La présente délibération peut dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.